

« Priorités françaises »

**Le baromètre L'ObSoCo-CEVIPOF
des préoccupations majeures des
Français**

Note n°2/3 : Analyse des préoccupations des Français
selon leurs caractéristiques sociodémographiques

Novembre 2025

Contact CEVIPOF

Sylvain BROUARD

Directeur de recherche

Contacts L'ObSoCo

Guénaëlle GAULT

Directrice générale

g.gault@lobsoco.com

Sébastien BOULONNE

Chef de projet

s.boulonne@lobsoco.com

Baromètre « Priorités françaises »

Donner la parole aux Français, sans filtre

« Priorités françaises » constitue le premier baromètre trimestriel conçu pour mesurer les préoccupations de la population française à travers une méthodologie spécifique de questionnement ouvert, posé avant toute autre question d'opinion, à un échantillon national représentatif de 2 000 personnes – « A votre avis, quel est le problème LE PLUS IMPORTANT pour la France aujourd'hui ? ». Cette approche, qui ne propose ni liste prédéfinie ni suggestion, permet l'émergence et la formulation spontanée des priorités citoyennes (près de 4000 verbatims recueillis), sans que l'agenda ni les termes employés ne soient dictés par les instituts, les médias ou les acteurs politiques. Les répondants s'expriment librement, avec leurs propres mots, révélant ainsi non seulement les préoccupations dominantes mais également les signaux faibles – ces tendances émergentes qui montent silencieusement avant de s'imposer dans le débat public. Tout en reconnaissant que l'opinion publique se construit dans un dialogue complexe entre citoyens, médias et sphère politique, ce baromètre entend capturer la voix citoyenne dans sa spontanéité et capter les dynamiques d'opinion « par le bas ».

Un outil disparu, un besoin toujours présent

Inspirée de la méthode du Most Important Problem (MIP), éprouvée internationalement et autrefois pratiquée en France, cette approche avait disparu du paysage des études d'opinion alors même qu'elle constitue un instrument indispensable à la compréhension du débat public. Le baromètre « Priorités françaises » renoue avec cette tradition méthodologique en s'appuyant sur l'expertise combinée de L'ObSoCo et du CEVIPOF et les données historiques du CEVIPOF. Cette profondeur temporelle permet non pas d'opposer artificiellement opinion publique et discours médiatico-politique, mais d'objectiver leurs éventuels décalages et convergences, tout en restituant leurs évolutions dans la durée.

Trimestre après trimestre, le baromètre entend dessiner ainsi la cartographie des priorités françaises, et éclairer les dynamiques profondes de l'opinion et offrir une perspective de temps long trop souvent sacrifiée au profit de l'immédiateté du commentaire.

Toute citation devra porter la mention : Baromètre « Priorités françaises », L'ObSoCo / CEVIPOF
Les données brutes de l'enquête sont disponibles en open data sur le dataverse de Sciences Po

Note méthodologique

Les pourcentages présentés dans ces analyses correspondent à la proportion d'individus ayant spontanément évoqué chaque préoccupation (en premier ou en second) en réponse à la question ouverte « **Quel est selon vous le problème LE PLUS IMPORTANT auquel le pays est confronté aujourd'hui ?** ». Ces données sont issues d'une enquête réalisée auprès de 2000 personnes représentatives de la population française métropolitaine du 17 au 29 septembre 2025. Le recodage des réponses à la question a été effectué en utilisant une grille de classification adaptée du système de codage des politiques publiques du Policy Agendas Project. Cette grille comprend 27 domaines principaux subdivisés en plus de 250 sous-domaines spécifiques.

Le codage s'est appuyé sur plusieurs principes méthodologiques essentiels :

- 1. Codage par contenu substantiel (policy content) :** Chaque réponse a été classée selon la catégorie d'enjeux dont elle relève, et non selon l'instrument politique, la cible ou le cadrage utilisé. Par exemple, une réponse mentionnant "les charges sur les petites entreprises" a été codée 1521 (PME et travailleurs indépendants) plutôt que 107 (fiscalité), car le contenu principal concerne la situation des PME.
- 2. Priorité aux codes spécifiques :** Lorsqu'une catégorie spécifique existait, elle a été privilégiée par rapport aux codes généraux. Ainsi, "la hausse des prix" a été codé 101 (Inflation, prix et pouvoir d'achat) plutôt que 100 (Politique macroéconomique - Général).
- 3. Traitement des réponses génériques :** Les termes très généraux comme "l'économie", "la pollution" ou "la liberté" ont été codés dans les catégories générales correspondantes (respectivement « Politique macroéconomique – Général », « Environnement – Général » et « droits de l'homme, libertés et discriminations - Général »), faute d'éléments permettant une spécification plus précise.
- 4. Gestion des non-réponses :** Les réponses de type "XX", "je ne sais pas", "aucun", "RAS" ou les cases vides ont été systématiquement codées 0 (Non-réponse ou non-exploitable). Les réponses ambiguës ou incohérentes ont également reçu ce code.

Problèmes les plus importants

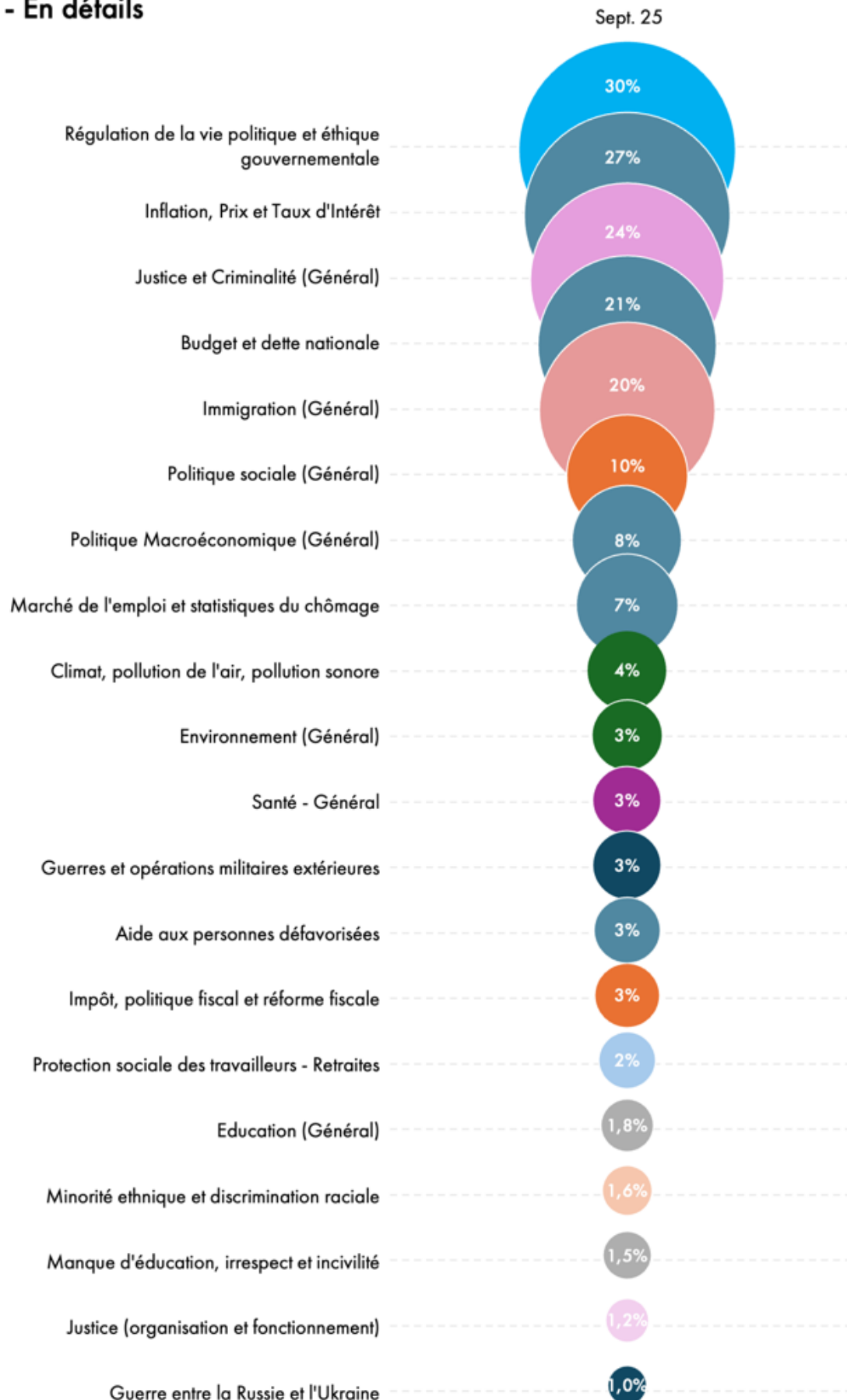
% Problème le plus important « en premier » + « en second »

Base : se prononcent (hors NSP)

L'OB SOCIO

SciencesPo
CEVIPOF

- En détails



Base : France métropolitaine, n=2000 par vague d'enquête. Enquête réalisée en ligne, questions ouvertes, réponses recodées en grandes thématiques.

Analyse des préoccupations des Français selon leurs caractéristiques sociodémographiques

Note méthodologique

L'analyse porte sur les principales variables sociodémographiques : genre, âge, catégorie socioprofessionnelle, niveau de vie, contrainte budgétaire, position politique, type de territoire, densité de la commune, situation professionnelle et niveau de diplôme.

Pour chaque variable, nous identifions les préoccupations présentant les écarts les plus importants entre les différentes modalités, en ne retenant que les écarts supérieurs à 4 points de pourcentage. L'écart maximum indique la différence en points de pourcentage entre la modalité la plus concernée et la modalité la moins concernée pour une préoccupation donnée.

Les préoccupations sont mesurées en 'citation en première OU seconde préoccupation', c'est-à-dire la proportion de répondants qui placent cet enjeu parmi leurs deux préoccupations principales. Cette mesure offre une vision plus large que la seule première préoccupation, tout en hiérarchisant les priorités et en évitant les effets de sur-déclaration liés aux questions à choix multiples illimités.

Afin de compléter l'analyse de l'évolution temporelle et identifier *qui* porte plus particulièrement telle ou telle préoccupation, revenons à présent sur la structure des réponses au quatrième trimestre 2025. Un moyen d'affiner la lecture du débat public et éclairer les tensions qui traversent la société française. Car au-delà des moyennes nationales, cette analyse révèle une France où les priorités politiques peuvent substantiellement varier selon la position sociale, l'âge, le territoire ou le niveau de vie. Les écarts observés sont ainsi particulièrement marqués, atteignant jusqu'à 55 points sur l'immigration selon la position politique ou 29 points sur l'inflation selon la contrainte budgétaire.

Différences selon le genre

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	7 pts	Hommes : 23% / Femmes : 31%
Immigration (Général)	6 pts	Hommes : 23% / Femmes : 17%
Budget et dette nationale	5 pts	Hommes : 23% / Femmes : 18%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale.	4 pts	Hommes : 33% / Femmes : 28%

Différences selon l'âge

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Immigration (Général)	15 pts	65-75 ans : 25% / 18-24 ans : 10%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale	15 pts	18-24 ans : 40% / 45-54 ans : 25%
Budget et dette nationale	15 pts	65-75 ans : 27% / 35-44 ans : 12%
Politique sociale (Général)	13 pts	35-44 ans : 17% / 65-75 ans : 4%
Justice et Criminalité (Général)	13 pts	45-54 ans : 32% / 18-34 ans : 19%
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	13 pts	35-44 ans : 33% / 18-24 ans : 20%
Environnement (Général)	12 pts	25-34 ans : 12% / 55-75 ans : 0%
Politique Macroéconomique (Général)	9 pts	35-44 ans : 12% / 65-75 ans : 3%
Marché de l'emploi et statistiques du chômage	8 pts	18-24 ans : 12% / 55-64 ans : 4%

Différences selon la catégorie socioprofessionnelle

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	8 pts	CSP- : 29% / CSP+ : 21%
Politique sociale (Général)	7 pts	CSP intermédiaires : 14% / Inactifs : 7%
Immigration (Général)	7 pts	CSP- : 23% / CSP+ : 16%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale	7 pts	Inactifs : 33% / CSP- : 26%
Justice et Criminalité (Général)	6 pts	CSP- : 26% / CSP+ : 20%

Différences selon le niveau de diplôme

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	14 pts	Aucun diplôme ou au plus BEPC... : 35% / Baccalauréat général, techno... : 21%
Immigration (Général)	11 pts	CAP, BEP : 24% / Diplôme d'études supérieures : 13%
Politique sociale (Général)	9 pts	Diplôme d'études supérieures : 15% / Aucun diplôme ou au plus BEPC... : 4%
Justice et Criminalité (Général)	8 pts	CAP, BEP : 28% / Diplôme d'études supérieures : 20%
Budget et dette nationale	7 pts	Diplôme d'études supérieures : 23% / Aucun diplôme ou au plus BE... : 16%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale	7 pts	Baccalauréat général, techno... : 35% / CAP, BEP : 28%
Environnement (Général)	7 pts	Diplôme d'études supérieures : 7% / Aucun diplôme ou au plus BE... : 0%
Politique Macroéconomique (Général)	5 pts	Diplôme d'études supérieures : 11% / CAP, BEP : 6%

Différences selon la contrainte budgétaire

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	29 pts	On ne s'en sort vraiment pas : 42% / On vit confortablement : 13%

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Immigration (Général)	16 pts	On ne s'en sort vraiment pas : 30% / On vit confortablement : 14%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale	14 pts	On vit confortablement : 37% / On ne s'en sort vraiment pas : 23%
Budget et dette nationale	11 pts	On vit confortablement : 25% / On ne s'en sort vraiment pas : 14%
Politique sociale (Général)	10 pts	On vit confortablement : 15% / On ne s'en sort vraiment pas : 5%
Politique Macroéconomique (Général)	5 pts	On vit confortablement : 12% / On a du mal à s'en sortir : 7%
Justice et Criminalité (Général)	4 pts	On ne s'en sort vraiment pas : 26% / On vit confortablement : 22%
Guerres et opérations militaires extérieures	4 pts	On a du mal à s'en sortir : 5% / On vit confortablement : 1%

Différences selon le type de territoire

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Budget et dette nationale	9 pts	Petits et moyens pôles urbains : 26% / Ville centre métropole (dont Paris) : 17%
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	6 pts	Communes hors attraction des villes : 30% / Grands pôles urbains : 24%
Immigration (Général)	6 pts	Communes hors attraction des villes : 22% / Ville centre métropole (dont Paris) : 16%
Santé - Général	5 pts	Communes hors attraction des villes : 7% / Ville centre métropole (dont Paris) : 2%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale	4 pts	Ville centre métropole (dont Paris) : 32% / Communes hors attraction des villes : 28%
Marché de l'emploi et statistiques du chômage	4 pts	Ville centre métropole (dont Paris) : 10% / Couronnes périurbaines (et communes moins denses) : 6%
Politique sociale (Général)	4 pts	Couronnes périurbaines : 11% / Petits et moyens pôles urbains : 7%
Politique Macroéconomique (Général)	4 pts	Grands pôles urbains : 9% / Communes hors attraction des villes : 5%

Différences selon la position politique

Préoccupation	Écart	Résultats par groupe
Immigration (Général)	55 pts	Très à droite : 60% / Très à gauche + À gauche : 5%
Justice et Criminalité (Général)	24 pts	À droite : 36% / Proche des mouvements écolo... : 12%
Environnement (Général)	18 pts	Proche des mouvements écolo... : 18% / Très à droite : 0%
Budget et dette nationale	17 pts	À droite : 30% / Très à gauche + À gauche : 13%
Politique sociale (Général)	13 pts	Très à gauche + À gauche : 19% / Très à droite : 6%
Politique Macroéconomique (Général)	12 pts	Proche des mouvements écolo... : 14% / Très à droite : 2%
Régulation de la vie politique et éthique gouvernementale	12 pts	Très à gauche + À gauche : 37% / À droite : 25%
Marché de l'emploi et statistiques du chômage	9 pts	Très à gauche + À gauche : 11% / Très à droite : 2%
Guerres et opérations militaires extérieurs	7 pts	Proche des mouvements écolo... : 7% / À droite : 0%
Inflation, Prix et Taux d'Intérêt	7 pts	Très à gauche + À gauche : 28% / À droite : 21%

Synthèse générale

La position politique : le facteur de différenciation le plus marqué

Sans surprise, l'orientation politique constitue le principal facteur explicatif des divergences de préoccupations. L'immigration est de loin le sujet le plus clivant : elle préoccupe 60% des personnes se situant très à droite, pour seulement 5% de celles très à gauche, soit un écart de 55 points. Ce différentiel considérable témoigne de la centralité de cet enjeu dans le clivage gauche-droite contemporain.

D'autres thématiques dessinent des oppositions partisans significatives, quoique moins extrêmes. La justice et la criminalité mobilisent davantage la droite (36% à droite et 34% très à droite pour 12% chez les proches des mouvements écologistes et à gauche/très à gauche), tandis que l'environnement structure un clivage inverse 18% (mais 18% seulement ?) chez les personnes se disant proches des écologistes pour 0% à l'extrême droite). Le budget et la dette nationale (17 points d'écart) ou encore la politique sociale (13 points) s'inscrivent également dans ces lignes de fracture idéologique traditionnelles.

La contrainte économique : un déterminant majeur des préoccupations matérielles

Le niveau de contrainte budgétaire ressenti exerce un effet particulièrement prononcé sur les préoccupations économiques. L'inflation et les prix constituent une préoccupation majeure pour 42% des personnes déclarant ne pas s'en sortir financièrement, pour 13% de celles vivant confortablement (écart de 29 points). Cette différence substantielle reflète des réalités économiques quotidiennes très contrastées.

Les personnes vivant confortablement se montrent plus préoccupées par le budget et la dette nationale (25% vs 14%), par la politique sociale (15% vs 5%) et par la régulation de la vie politique (37% vs 23%). Cette configuration suggère que la sécurité économique personnelle permet de porter son attention sur des enjeux collectifs et institutionnels et/ou fait craindre d'être davantage mis à contribution, tandis que les difficultés financières concentrent les inquiétudes sur la gestion du quotidien.

L'âge : des priorités générationnelles différenciées

Les générations ne partagent pas les mêmes préoccupations, avec des écarts pouvant atteindre 15 points. L'immigration préoccupe davantage les 65-75 ans (25%) que les 18-24 ans (10%), tandis que les problèmes relatifs à la gouvernance du pays mobilisent particulièrement les jeunes adultes (40% chez les 18-24 ans contre 25% chez les 45-54 ans).

La question des prix, de l'inflation et des taux d'intérêt touche plus fortement les 35-44 ans (33%), probablement en phase d'installation familiale et professionnelle, que les plus jeunes (20% chez les 18-24 ans). La politique sociale préoccupe également davantage cette tranche d'âge active (17%) que les seniors (4%), tandis que le budget et la dette nationale mobilisent plus les 65-75 ans (27%) que les 35-44 ans (12%).

Ces différences générationnelles ne traduisent pas nécessairement une opposition frontale mais plutôt des contextes de vie et des expériences sociales distinctes qui orientent les priorités.

Le niveau de diplôme : un marqueur social aux effets multiples

Le diplôme joue un rôle structurant dans l'orientation des préoccupations. La question des prix, de l'inflation et des taux d'intérêts préoccupe 35% des personnes sans diplôme ou titulaires d'un brevet, pour 21% des bacheliers (écart de 14 points), traduisant une vulnérabilité économique différenciée. De même, l'immigration mobilise davantage les détenteurs d'un CAP ou BEP (24%) que les diplômés du supérieur (13%).

Inversement, certains enjeux trouvent un écho plus fort auprès des personnes diplômées : la politique sociale (15% pour les diplômés du supérieur pour 4% pour les non-diplômés), le budget national (23% vs 16%), ou encore l'environnement (7% vs 0%). Ces écarts suggèrent que le capital scolaire, en offrant une certaine sécurité économique et un accès facilité à l'information, permet une ouverture à des préoccupations dépassant l'urgence matérielle immédiate.

Les catégories socioprofessionnelles : des variations modérées mais cohérentes

Les différences selon les CSP restent relativement mesurées, avec des écarts généralement compris entre 4 et 8 points. Les prix et l'inflation préoccupent davantage les CSP- (29%) que les CSP+ (21%), tandis que le budget national mobilise légèrement plus les cadres et professions intellectuelles supérieures (23% contre 20% pour les inactifs).

La politique sociale trouve un écho particulier auprès des CSP intermédiaires (14%), probablement sensibles aux politiques de redistribution et de services publics dont elles sont à la fois bénéficiaires et contributrices.

Les territoires : des réalités géographiques assez peu contrastées

La géographie dessine des priorités modérément distinctes, et avec des écarts moins prononcés (4 à 9 points). Le budget et la dette nationale préoccupent davantage les habitants des petits et moyens pôles urbains (26%) que ceux des centres de métropoles (17%). La question du pouvoir d'achat touche plus fortement les zones hors attraction des villes (30%) que les grands pôles urbains (24%), cohérent avec des contraintes de mobilité et d'accès aux services plus importantes.

L'immigration mobilise également davantage les territoires ruraux et périurbains (22%) que les centres métropolitains (16%). La santé constitue une préoccupation plus marquée dans les zones peu denses (7% hors attraction des villes vs 2% dans les grands pôles), reflétant probablement les enjeux d'accès aux soins dans ces territoires.

Le genre : des différences mesurées mais persistantes

Les écarts entre hommes et femmes restent modestes (4 à 8 points) mais cohérents. Les prix préoccupent davantage les femmes (31%) que les hommes (23%), ce qui peut refléter leur implication plus fréquente dans la gestion budgétaire quotidienne des ménages. Inversement, l'immigration (23% vs 17%) et le budget national (23% vs 18%) mobilisent un peu plus les hommes, tout comme les problèmes relatifs à la gouvernance du pays (33% vs 28%).

Ces différences, bien que significatives, demeurent nettement moins marquées que celles observées selon la position politique ou la contrainte budgétaire.